

# UD NORD

# 2019

SI TOUT LE MONDE  
FAISAIT COMME NOUS  
SE SYNDIQUER DÉBATTRE AGIR  
CONSTRUIRE MILITER S'EXPRIMER  
RASSEMBLER FÉDÉRER UNIR  
SE SYNDIQUER DÉBATTRE AGIR  
CONSTRUIRE MILITER S'EXPRIMER  
RASSEMBLER FÉDÉRER UNIR  
SE SYNDIQUER DÉBATTRE AGIR  
CONSTRUIRE MILITER S'EXPRIMER  
RASSEMBLER FÉDÉRER UNIR  
SE SYNDIQUER DÉBATTRE AGIR  
CONSTRUIRE MILITER S'EXPRIMER  
RASSEMBLER FÉDÉRER ●●●

Pages 8 - 9

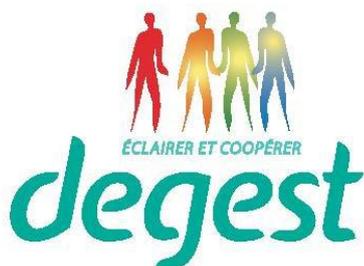
**DOSSIER:**  
Espace  
Revendicatif

**INFO**  
**LUTTES**

Pages 4 - 5 - 6

**C43<sup>e</sup>**  
**Congrès**  
4-5-6 Décembre 2019  
Dunkerque Bât. L'Avenir





**Expertise,  
études,  
conseil,  
formation.**

## CE

*Stratégie/Finance/Social*

### **Prérogatives économiques**

- ▶ Analyse des comptes et des budgets
- ▶ Orientations stratégiques
- ▶ Politique sociale - emploi
- ▶ Assistance à la commission économique
- ▶ Etudes libres

### **Prévention et gestion des difficultés éco & sociales**

- ▶ Plans de licenciement
- ▶ Droits d'alerte
- ▶ Fusions - acquisitions
- ▶ Appui à la négociation

### **Gestion et comptabilité du CE**

## CHSCT

*Conditions de travail*

### **Expertises projet important**

- ▶ Réorganisations
- ▶ Suppressions de postes
- ▶ Nouvelles technologies
- ▶ Evaluation / classification

### **Expertises risque grave**

- ▶ Risques psychosociaux
- ▶ Pénibilité
- ▶ Accidents du travail
- ▶ Maladies professionnelles
- ▶ Conflits au travail

### **Aide à la mise en place d'une politique de prévention**

### **Tous secteurs d'activité & fonction publique**

## Formation

**Agrément formation CE et CHSCT**  
**Formations sur-mesure**

## **Une expertise reconnue**

▶ **Enjeux du service public** : transports collectifs, routes, énergies, administrations, emploi, télécommunications.

▶ **Mutations du commerce et de la banque/finance** : grande distribution, grands magasins, commerce spécialisé, banques, assurances, SSII.

▶ **Réorganisations de l'industrie, recours à la sous-traitance, lean** : équipementiers, automobile, verrerie, BTP, maintenance.

▶ **Évolution des services et fonctions support, mutualisation, externalisation, informatisation** : tous secteurs d'activité.

**Degest** - 13, rue des Envierges - 75020 Paris - Tél: 01 42 40 39 98 - [courrier@degest.com](mailto:courrier@degest.com) - [www.degest.com](http://www.degest.com)

**Chères et chers camarades,**

**L'union départementale des syndicats CGT du Nord vous présente ses meilleurs vœux de bonheur, de joie et de prospérité pour cette année 2019.**

Que celle-ci puisse vous apporter l'épanouissement personnel auquel chacun a droit et soit collectivement celle des victoires pour lesquelles nous œuvrons depuis des décennies sans relâche sur les lieux de travail, tant dans les usines, services et administrations.

L'année est maintenant commencée et les hostilités aussi. Macron en a donné le top départ lors de ses vœux le 31 décembre. Ou plutôt il s'est trouvé dans l'obligation d'acter la lutte des travailleurs qui s'exprime depuis de nombreux mois.

C'est avec fierté, que le représentant des riches, des actionnaires et du capitalisme mondialisé s'est targué auprès des patrons de toutes ses « réformes » déjà engagées pour eux.

C'est peut-être avec un peu moins d'assurance qu'il a exprimé sa volonté de poursuivre la politique ultralibérale de destruction des conquêtes sociales des travailleurs tant il sait que son avenir et celui de sa caste connaissent aujourd'hui les premiers soubresauts d'un vaste tremblement de terre.

IL n'a pas eu un mot de compassion à l'égard des travailleurs en lutte qu'il qualifie de « *foule haineuse* », pas un pas un mot sur les centaines de blessés victime de la violente répression, pas un mot sur les victimes de la répression syndicale dans les entreprises, pas un mot sur les travailleurs !

Le seul message du gouvernement à l'urgence sociale dicté par le MEDEF et l'Union européenne, n'aura reflété que mépris, cynisme, menaces et mensonges.

**Unité, solidarité, fraternité: Voilà notre réponse**

## SOMMAIRE

<b>Edito</b>	<b>Page 3</b>
<b>Info luttes</b>	<b>Pages 4 - 5 - 6</b>
<b>Espace revendicatif</b>	<b>Page 7</b>
<b>Dossier</b>	<b>Pages 8 - 9</b>
<b>Ecla-ts</b>	<b>Page 10</b>
<b>Espace orga vie syndicale</b>	<b>Page 11</b>
<b>L'info en chiffres</b>	<b>Page 12</b>
<b>U.S.R</b>	<b>Page 13</b>
<b>Culture</b>	<b>Page 14</b>
<b>Agenda</b>	<b>Page 15</b>

## Décathlon logistique se mobilise pour les salaires...

### C'est une 1ere chez Décathlon logistique!

Suite à la mascarade des négociations annuelles obligatoires 2019 et la décision unilatérale de la directrice générale de donner une prime dite Macron d'un montant de 300 euros, les salariés de des entrepôts Décathlon de Dourges, Lompret, Wittenheim et Bouc Bel air sous l'impulsion de la CGT ont organisé un débrayage le 9 janvier.

Les revendications des salariés sont claires :

- Une augmentation générale des salaires de 4%
- Une prime exceptionnelle en plus de la prime « Macron »
- L'augmentation de la valeur faciale des tickets restaurants à 6€

Pendant le débrayage, une délégation CGT a été reçue sur le site de Lompret. Mais les directeurs n'ont apporté aucune réponse positive et ont balayé d'un revers de manche les revendications des salariés, alors que 460 millions d'€ de dividendes ont été versés aux actionnaires



Face à ce comportement, les salariés en assemblée générale ont décidé unanimement une nouvelle action le 21 janvier, avec blocage de camions. Plus de 50 salariés ont débrayé sur le site de Lompret.

De nouvelles journées d'action sont prévues dans les prochaines semaines.

*Affaire à suivre...*

## Les salariés de la ligue en lutte...



Les salariés de la Ligue de l'enseignement - Fédération du Nord sont en grève reconductible pour la sauvegarde de leur outil de travail. Plus de 50% des salariés suivent ce mouvement depuis le 14 janvier 2019.

La Ligue de l'enseignement est un mouvement d'Éducation Populaire qui rassemble, dans le département, plus de 800 associations et plus de 30 000 adhérents.

Ce mouvement a été déclenché par le départ consécutif du Directeur des services et du Président les 10 et 11 janvier. Ces départs interviennent dans un contexte où une démarche de fusion est en cours avec le Pas-de-Calais, sans concertation avec les salariés, et dans l'opacité la plus totale vis à vis de ces derniers et des administrateurs de la Fédération.

Nos prises de postes plus ou moins récentes à la Fédération du Nord, majoritairement en CDD, sont motivées par l'engagement dans l'Éducation Populaire et un travail collectif sur ces valeurs humanistes : cultiver notre attachement à la démocratie, notamment les outils de la démocratie participative et de laïcité portés par la Ligue

de l'enseignement. Nos interventions sur le terrain sont légitimes si elles sont portées par un modèle associatif engagé dans cette voie.

La mobilisation des salariés dénonce les manœuvres menées à notre encontre au mépris de ces valeurs que nous défendons statutairement sur l'ensemble du territoire.

Dans un contexte de mise à mal de l'ensemble des corps intermédiaires, de mise à mal du secteur associatif, les salariés interpellent leur gouvernance sur leurs propres engagements politiques et associatifs, tant au niveau national, que régional, et départemental et appellent à ce qu'ils soient respectés également au sein du mouvement.

Lors de leur rencontre avec l'inspection du travail de Lille, un protocole de fin de conflit à été signé par le Président de l'association. Protocole contesté par le directeur qui ne reconnaît ce Président.

La lutte se poursuit pour faire requalifier les CDD en CDI, car concrètement il remplace l'effectif permanent et la section syndicale CGT est en cours de création.

*Affaire à suivre...*

## LE PERSONNEL DU « Comité d'Établissement SNCF Nord Pas de Calais » NE VEUT PAS POINTER A POLE EMPLOI !



**L'application des ordonnances Macron sur la mise en place des Comités Sociaux Economiques (CSE) en lieu et place des Comités Etablissements, DP et CHSCT, provoque des dégâts collatéraux.**

EN 2014, la création de trois groupes public ferroviaire avait déjà entraîné l'inquiétude sur l'avenir des CE et de leurs salariés.

La fédération CGT des cheminots avait à l'époque, au travers d'un accord de mutualisation appelé à « Sauver les meubles » .

**Avec la mise en place des CSE les activités sociales et culturelles des cheminots sont plus que jamais en danger et les salariés du CE sont dans l'incertitude la plus complète sur leur avenir.**

Les 50 salariés du CE qui travaillent au quotidien pour les cheminots de la région sont mobilisés depuis de nombreux mois et exigent:

➤ La création d'un CSE inter entreprise, mutualisant physiquement et financièrement les Activités Sociales et Culturelles (ASC) des cheminots

➤ Des engagements de la part de l'entreprise sur la continuité du Comité Central d'entreprise après 01 Janvier 2020.

➤ La garantie des emplois et de l'avenir des salariés travaillant dans les comités d'entreprise régionaux et du comité central d'entreprise.

➤ Un accord de gestion au niveau national.

A ce jour aucun accord avec l'entreprise n'est en vue !

« **La seule certitude c'est que mon salaire sera versé en Janvier et après ?** » témoigne inquiet un salarié du CE .

Les salariés du CE avec les cheminots continuent la lutte pour préserver leur bien commun, leur patrimoine, leur histoire.

**Une pétition en ligne est disponible sur le site du CE des cheminots NPDC.**

## Castorama

**Face à une direction sourde aux revendications des salariés des magasins Castorama, les salariés avec la CGT ont démontré que lancer un défi au salariat n'est pas gagner par le patronat ! C'est l'histoire d'une négociation salariale, en pleine période de restructuration... La direction Castorama espérant que les salariés sont résignés à accepter toutes les conditions d'emplois et de salaires qu'elle veut lui imposer...**



Et c'est là que les salariés démontent le plan sinistre de la direction...

Pour obtenir une réponse positive à leurs revendications (augmentation de 100€ net par mois pour tous les salariés et la prime dite « Macron »), quelques militants ont infiltré le magasin

Castorama à Englos... Infiltration réussie... Ils sont restés une nuit... 2 nuits... poursuivant la mobilisation des salariés.

Bien sûr, la direction a tenté d'imposer la fin du conflit en interpellant les huissiers... Mais, c'est sans compter sur la mobilisation de l'ensemble des salariés de magasins Castorama de France... 20 magasins ont décidé de débrayer...

Face à la résistance des salariés, la direction a accepté d'ouvrir la négociation.

Persuadée que la mobilisation de l'ensemble des magasins fera plier la direction, la CGT Castorama a appelé de nouveau les magasins à débrayer le jour de l'ouverture des négociations... Plus de 50% des magasins ont fait grève ce jour là !

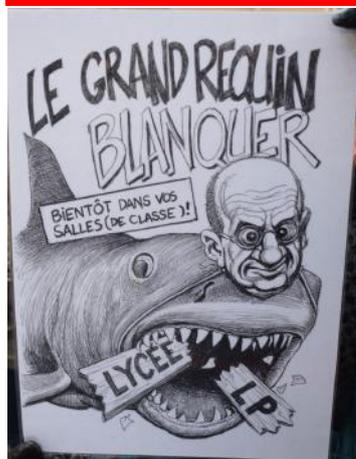
Réponse de l'entreprise : Une prime de 300€ (prime dite « Macron »)

Mais aujourd'hui, les salariés Castorama sont plus que jamais mobilisés pour augmenter leur salaire et maintiennent leur revendication : 100€ d'augmentation pour tous les salariés...

La lutte va se poursuivre, avec les salariés de Bricorama qui ont rejoint le mouvement.

*Affaire à suivre...*

## Education sacrifiée, Education maltraitée, y en a marre !



*S'appuyant sur leur crédo d'austérité budgétaire, le gouvernement s'attaque au nombre de postes dans l'Education Nationale : dans notre académie (Nord-Pas de Calais), ce sont officiellement 149 postes en moins d'enseignants dans les collèges et lycées. A cela s'ajoute une entourage du gouvernement : il transforme des postes en heures supplémentaires (défiscalisées...).*

Ce sont d'ailleurs deux heures supplémentaires qui pourront être désormais imposées aux enseignants à partir de la rentrée prochaine. Ainsi, à cause de cette transformation de postes, ce ne sont pas 149 postes d'enseignants qui seront supprimés au final mais 287 car ce volume de nouvelles heures supplémentaires est équivalent à 138 postes ! Et pour un nombre d'élèves en hausse (529), ce qui veut dire que le nombre d'élèves par classe augmentera dans les collèges et lycées.

Par ailleurs, l'année scolaire 2018-2019 sonne le glas des différentes voies du lycées telles qu'on les avait connues et une attaque contre les LP.

Dans les lycées professionnels, le nombre d'heure de cours global diminue pour les élèves, en particulier en enseignement général (Français, Histoire, Langues, Maths...), ce qui traduit une conception réactionnaire d'un enseignement réduit aux gestes techniques. Mais

le caractère professionnalisant de la formation est aussi amoindri par la création d'une seconde « famille des métiers » qui diminuera encore le nombre d'heures de formation professionnelle spécifique au diplôme que prépare l'élève. Sans compter le développement de l'apprentissage au détriment de la scolarité sous statut scolaire alors que les études montrent que l'employabilité en CDI est meilleure pour les élèves ayant obtenu leur diplôme sous statut scolaire.

Les lycées généraux sont confrontés à un bazar généralisé avec la disparition des filières classiques. Désormais, les élèves devront choisir 3 spécialités pour la première générale (puis 2 en Terminale) sur 12 mais qui ne sont pas toutes disponibles sur l'ensemble d'un secteur. Tous les élèves ne seront pas confrontés à la même offre et, par ailleurs, n'auront pas les mêmes connaissances des spécialités nécessaires pour accéder à la filière de l'enseignement supérieur de leur choix. Les lycées sont donc mis en concurrence en fonction de leur offre de formation. Les lycées sont eux-même gênés dans la préparation de la rentrée prochaines puisque les choix des élèves ne sont pas totalement arrêtés en terme de spécialités : comment vont se répartir les enseignements ?

La CGT Educ'action revendique l'abandon de ces réformes qui vont dégrader un service public d'enseignement déjà en difficulté. Les élèves doivent avoir droit à des enseignements avec des horaires suffisants pour obtenir un diplôme leur permettant de choisir leur avenir. Le nombre d'élèves par classe doit baisser permettre à tous d'accéder aux savoirs dans des conditions décentes !

## FEUILLETON



### Jean-Pierre PAGE **CGT : Pour que les choses soient dites** Extrait N°2

**« La bourgeoisie comme classe doit convaincre qu'elle agit pour le bien de l'humanité et elle doit faire en sorte de le croire elle-même. »**  
**Paul Nizan, 1932**

Pour tracer une perspective, faut-il encore avant faire l'état des lieux et ne pas désertier le débat de fond quand bien des questions se posent et quand elles touchent à des approches, des conceptions et des orientations différentes.

Rien de plus normal !

La CGT, depuis qu'elle existe, n'a jamais fait preuve de monolithisme, contrairement à ce que d'aucuns ont pu affirmer ou affirment encore.

Une discussion, quelle qu'elle soit, n'est jamais épuisée.

Selon les circonstances, elle peut rebondir. « *C'est cette histoire qui à travers des débats souvent houleux, des affrontements, des tâtonnements, des élaborations, à certains moments lumineuses, des ruptures aussi a formé cette CGT* » [Henri Kra-sucki]

La CGT est-elle prête à assumer cette conflictualité du débat, cette urgence de dialogue et d'échanges qu'elle a devant elle ? Elle en a les moyens, mais en a-t-elle la volonté ? Le temps presse et « *l'Histoire ne repasse pas les plats.* » (Karl Marx)

Ainsi aujourd'hui, à contre-courant des réalités, certains dirigeants syndicaux semblent vouloir se rassurer en se réfugiant dans un immobilisme fait d'incantations lancinantes sur la « crise » sans qu'on connaisse leur lecture de « cette crise », de bonnes intentions, parfois de compromission et de stratégies aléatoires. [...]

Contrairement à ce que l'on a vécu en Allemagne où les travailleurs de la métallurgie ont imposé leur ordre du jour, le calendrier social en France est fixé par Emmanuel Macron, son gouvernement et le patronat ! [...]

Les syndicats, généralement, s'y résignent souvent CGT compris !

Le décalage entre ce conformisme syndical fait parfois de placidité, de naïveté, de recherche de solutions à n'importe quel prix et l'exaspération des travailleurs est saisissant. Faut-il s'en accommoder, ne rien dire et continuer comme si de rien n'était ?



**Jean-Pierre PAGE**

## PSEUDO GRAND DÉBAT NATIONAL : QU'ILS DISCUTENT ENTRE EUX ! NOUS ON PARLE AVEC LES GENS !



**Malgré une répression de masse qui s'intensifie sans toutefois parvenir à entamer la détermination des travailleurs, Macron, le président le moins bien élu et le plus haï de la Cinquième République, a été contraint, devant leur révolte, de mettre en place un pseudo « Grand débat national » pour tenter de calmer leur colère et dénaturer leurs légitimes revendications.**

En vrai, une supercherie destinée à redorer le blason terni d'un président honni. Pour cela il a fait appel aux élus de proximité qui pour certains (comme le maire de Saint-Cirgues dans le Lot) ne s'en laissent pourtant pas compter ainsi qu'à ses soutiens affichés parmi ce que d'aucuns appellent les « corps intermédiaires » CFDT et UNSA en tête.

Ce « Grand débat » sans éclat durera jusqu'au 15 mars.

Après tout sera terminé. Finie la récréation et chacun sera prié de rentrer en silence à la maison (pour ceux qui en ont une), de quitter Facebook et de s'installer docilement devant BFM, TF1 ou LCI, de s'abreuver de la propagande de France Inter (où l'anesthésiste Laurent Berger conseille régulièrement le gouvernement), de RTL et de tous les autres, comme avant quand tout semblait si tranquille pour le gouvernement des riches.

Les travailleurs et avec eux la CGT n'acceptent pas et ne

tombent pas dans le piège de cette parodie de consultation nationale (mais pas populaire) tronquée, cadrée et circonscrite par un gouvernement qui a d'ores et déjà signifié à la population qu'il ne changerait pas un iota de sa politique.

La destruction des conquêtes sociales des travailleurs continuera comme prévu par le MEDEF et l'Union européenne ainsi que le démontrent les attaques en préparation contre notre système de retraite et plus globalement contre notre Sécurité sociale.

Par conséquent, si débat il doit y avoir, c'est à nous travailleurs et à personne d'autre d'en définir les contours, les modalités et les thèmes.

Et c'est bien ce qu'exprime la CGT lorsqu'elle annonce que : « Le grand débat on va se le faire ».

Pour cela un matériel modifiable a été envoyé dans toutes les structures. Nous devons nous en emparer et faire vivre cette nouvelle séquence du syndicalisme CGT quand d'autres font la promotion de la discussion et se compromettent avec un pouvoir autiste, méprisant et sourd aux doléances et revendications des travailleurs qui depuis deux mois expriment leur colère avec courage et détermination partout en France.





**Pour ce faire nous ouvrons en grand nos bourses du travail au monde du travail afin de placer côte à côte les cahiers revendicatifs et les cahiers de doléances et réaliser ainsi la synthèse entre l'expression des revendications sur les lieux de travail et l'expression des doléances dans la rue.**

réaliser en ouvrant les bourses du travail au monde du travail.

Et c'est bien cette unité que le gouvernement des riches pour les riches redoute le plus.

Il s'agit, pour la CGT, de recueillir la parole des travailleurs, avec ou sans emploi, actifs, retraités, avec ou sans papier, et des futurs travailleurs que sont les lycéens et les étudiants sur ce qui les intéresse.



Recueillir leur parole mais aussi promouvoir les propositions et les analyses de la CGT, comme le font déjà, dans notre département, certaines Unions locales, certaines professions et beaucoup de militants. Mais aussi, partout en France, des Unions départementales, des Fédérations et encore et toujours des militants.

Laissons le représentant du MEDEF et de l'Union européenne, Macron, faire son show et discuter avec les « élus de proximité », et ses affidés.

Travailleurs parmi les travailleurs, à la CGT, on discute avec les gens.

Ensemble, portons haut et fort, dans les entreprises, les services et les administrations, nos cahiers revendicatifs et, dans la rue nos cahiers de doléances conscients que, dans cette nouvelle étape de la lutte des classes, des victoires sont à notre portée, à la portée de tous les travailleurs.

Le grand débat des travailleurs c'est celui qui émane de la lutte au sein de laquelle grandit la conscience, conscience de sa classe, conscience de sa force.

**Et c'est dans la lutte que les travailleurs ont écrit et écriront encore les plus belles pages de leur Histoire.**

Nous avons aujourd'hui l'opportunité de faire la jonction entre les lieux de travail, la rue et les lieux de vie car ce mouvement de masse est aussi le jaillissement sur la scène sociale, des précaires, des privés d'emploi, des retraités, des femmes, des ubérisés, etc.

C'est aussi l'irruption dans la lutte de classe des abstentionnistes de la grève et des urnes.

Et c'est cette unité, entre ceux qui se battent depuis longtemps dans les entreprises et les administrations et ceux longtemps restés silencieux, quasi-invisibles qui relèvent aujourd'hui la tête avec fierté, que nous devons

## Les activités sociales et culturelles : UN PRIVILEGE ..?



**Gilets jaunes ou drapeaux rouges, salariés, privés d'emploi ou retraités, dans la rue, dans les entreprises, en famille, le Pouvoir d'Achat est au cœur de l'actualité. Sans retenu, chacun ose maintenant exprimer ses difficultés à joindre les deux bouts.**

Les citoyens en grande majorité ont su dépasser cette culpabilité qui se résumait à se dire qu'ils ne savaient pas gérer leur budget. Haut et fort, ils expliquent les injustices dont ils sont victimes. Qu'il s'agisse de l'impôt, direct ou indirect, de l'accès aux services publics, au logement, à la santé, aux transports, Ils se lâchent.

Un seul sujet semble encore tabou, c'est l'accès aux vacances, aux loisirs, à la culture.

C'est vrai que lorsqu'on a des difficultés à se nourrir, à se soigner, à se déplacer, les vacances, les loisirs, la culture : c'est du rêve !

La CGT a de tout temps milité pour le droit aux vacances, aux loisirs, à la culture. Pour se faire, en 1985, elle créait l'Ancav-TT (Association National de Coordination des Activités de Vacances).

Il y a 10 ans, la CGT du Nord, créait ECLA-TS, avec l'objectif que cette association soit un réel outil des Comités d'Entreprise, mais aussi à disposition de tous les salariés, des privés d'emploi et des retraités.

Avec la mise en place des CSE, ex Comité d'Entreprise, issus des ordonnances MACRON, contre lesquels la CGT s'est fortement mobilisée.

La gestion des Activités Sociales et Culturelles sera impactée au regard de la réduction des moyens attribués.

Avec moins d'élus et des instances ratiboisées de leur pouvoir, les CSE vont devoir se réorganiser pour être sur l'essentiel. Conditions de travail et contre-attaque à la stratégie de l'entreprise seront les priorités des élus.

Pour les CSE qui ne disposent pas de salariés pour mettre en œuvre les décisions concernant les activités Sociales et Culturelles, ECLA-TS est l'outil pour palier à cet état de fait. Comme il l'est tout autant pour les privés d'emploi et retraités. En dehors de l'entreprise, en situation de précarité ou vivant souvent avec des budgets serrés, les privés d'emploi et retraités n'ont que les associations d'économie sociale et solidaire pour leur permettre l'accès aux vacances, aux loisirs et à la culture.

Elus des CSE, privés d'emploi, retraités, nous vous invitons à prendre contact avec ECLA-TS.

Les militants qui y sont pour animer et impulser le droit aux vacances, aux loisirs et à la culture sont à votre disposition.

**Association ECLA-TS - Village CREATIF - 10 rue de la CENSE - 59650 VILLENEUVE D'ASCQ**  
**Tél : 03 20 05 10 12**

[eclatourismesocial@gmail.com](mailto:eclatourismesocial@gmail.com)

[www.ecla-ts.fr](http://www.ecla-ts.fr)

## VOS LOISIRS, TOUTE L'ANNÉE AVEC ÉCLA-TS



Dans nos locaux : Village Créatif 10, rue de la Cense 59650 VILLENEUVE D'ASCQ  
Sur notre site internet : [www.ecla-ts.fr](http://www.ecla-ts.fr)  
Par mail : [contact@ecla-ts.fr](mailto:contact@ecla-ts.fr)  
Par téléphone : 03 20 05 10 12

## C43<sup>e</sup> Congrès 4-5-6 Décembre 2019 Dunkerque Bât. L'Avenir



**Le 11 septembre 2018, la Commission exécutive de l'Union départementale avec les unions locales et unions professionnelles réunies à Onnaing ont fixé la date du prochain congrès de l'Union départementale CGT des syndicats du NORD aux 4,5 et 6 décembre 2019. Ce congrès se tiendra au bâtiment de l'Avenir à Dunkerque.**

Temps fort de démocratie, le congrès de l'Union départementale sera un moment important d'échanges, de décisions et d'apport culturel.

C'est pourquoi, chaque syndicat, chaque syndiqué a toute sa place dans sa préparation comme son

déroulement.

L'union départementale a donc pour objectif de rencontrer une centaine de syndicats d'ici fin novembre, afin de discuter, de faire le bilan des trois dernières années et de définir les orientations pour les prochaines années.

Pour participer au congrès ainsi qu'aux différents votes, il est indispensable que les syndicats soient à jour de cotisations.

L'exercice 2017 sera clos en mars et à ce jour, 32 871 FNI et 310 506 cotisations sont réglés au 9 janvier 2019.

Pour rappel en 2016, nous étions à 34 188 FNI et 319 645 timbres.

Pour atteindre les 100%, il reste à remonter 1317 FNI et 9 139 cotisations 2017 par rapport à l'exercice 2016.

Les rentrées de FNI et cotisations 2018 auront tout autant d'importance dans le processus de préparation du 43<sup>e</sup> congrès.

**La préparation du congrès ne peut se faire sans vous, prenez y toute votre place.**

**A l'U.L d'Onnaing**

**La commission exécutive unanime pour l'AVENIR**



**10%** Une étude de la DARES (Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques) a révélé que les délégués syndicaux étaient moins bien payés que leurs collègues non affiliés. L'écart peut aller jusqu'à 10 % si les syndicats sont représentatifs !

**35%** Des français utilisent Facebook pour s'informer (+ 8 points en un an)

**88,3%** C'est le score de la CGT aux élections professionnelle Veolia Nord Normandie.

**87,3%** C'est le score de la CGT aux élections professionnelles à la Voix du Nord .

**4** C'est le nombre des conseils des prud'hommes qui a invalidé une des principales mesures des ordonnances Macron, sur le plafonnement des indemnités prud'homales pour licenciement abusif, la jugeant incompatible avec le droit international.

## Actu du Web

**Les Salaires des Youtubeurs, les vendeurs de contenus rémunérés par la publicité et les marques les plus en vogue sur Internet, ont été révélé ce mois-ci. Entre 6 et 11,5 millions d'euros pour Cyrien et 2 à 4 millions pour Norman.**

Sur youtube « leurs créations vidéo » du contenu vidéo qui leur permet de faire des millions de vues et de partage sur la toile. S'ils cultivent leur image de garçons et de filles "normaux", la gestion de leurs très hauts revenus issus donc d'une économie liée à la diffusion et au partage de l'image ne l'est pas.

Même s'ils déclarent que l'argent n'est pas le moteur de leur action, comme d'autre nantis, l'optimisation fiscale est de mise pour se soustraire au partage des richesses. Ils mettent ainsi en place un système d'évasion fiscale, une forme de fraude légale. En créant des sociétés assujettis à un autre impôts et dont les bénéfiques peuvent être transformé par jeu d'écriture transformé en cout et charge déductible d'impôt.

En outre ces formes de niches fiscales connaissent les appétits ou la reconnaissance de travail non rémunéré. Ces limites du partage sont sur la scène avec l'article 11 et 13 d'une directive sur le droit d'auteur durcie en Europe.

Google au 1000 milliards de dollars de planer la menace de supprimer tous les contenus protégés de son service News si les directives lui imposent de rémunérer les auteurs et la presses qui ont créer l'information art 11. De même pour L'article 13 qui prévoit la systématisation d'accords de licence entre les plates-formes et les ayants droits. Les plates-formes devraient, à défaut, mettre en place des systèmes de filtrage tendant à empêcher de manière automatique la mise en ligne de contenus soumis au droit d'auteur. Les techniques employées doivent être « appropriées et proportionnées »<sup>12,13</sup>.

La commission des affaires juridiques du Parlement a précisé que cette disposition s'appliquerait à des fournisseurs de service qui vont au-delà de la simple mise à disposition d'infrastructures. La vie des Youtubeurs risque largement de changer.

Cette volonté de non partage des Gafa comme Amazon aboutit même dans cette économie du web économe en salaire et condition de travail, basé sur le flux tendu, à détruire les produits stockés invendus plus de 3 millions par ans en France .

**Une pratique Légale !**

# Les retraités se mobilisent pour le 31 janvier pour le pouvoir d'achat, la sécurité sociale, les retraites, les services publics.

**Le débat national ressemble de plus en plus à un show télévisé du président en tournée électorale. Alors que le pays est en ébullition et qu'il est urgent de répondre concrètement aux attentes des salariés comme des retraités.**



prises du CAC 40, ni les ultra-riches du pays qu'il comble de cadeaux fiscaux.

## Un bilan accablant pour le président des milliardaires :

En supprimant l'ISF, Emmanuel Macron aggrave la politique de ses prédécesseurs avec les mêmes résultats : de 2010 et 2017, les impôts versés par les entreprises du CAC 40 ont baissé de 6,4 %, alors que leurs bénéfices cumulés ont augmenté de 9,3 % et les dividendes versés aux actionnaires de 44 %, tandis que leurs effectifs en France ont baissé de...20 %. En 2018, 57,4 milliards d'euros ont été versés en dividendes et rachats d'actions par les 40 plus grandes sociétés...

Le constat est clair : les faveurs accordées aux géants de la finance ont surtout bénéficié aux actionnaires, pas à l'investissement, ni à l'emploi. C'est donc bien d'un changement de cap radical dont le pays a besoin. Car comme le disait Albert Einstein : « On ne résout pas les problèmes avec les modes de pensée qui les ont engendrés ».

## Il y a urgence sociale face à l'insupportable :

Les témoignages de retraités, de salariés, de chômeurs révèlent des situations inacceptables dans la 5e puissance du monde. Ce sont les principes mêmes de la politique mise en œuvre qui sont en cause. Il faut revenir sur les cadeaux prodigués à la finance : 4,5 milliards de l'ISF, 40 milliards du CICE, s'attaquer sérieusement à l'évasion fiscale qui coûte 100 milliards par an aux finances publiques, quand on sait que les "ultra-riches" cachent à eux seuls pas moins de 140 milliards d'euros dans des paradis fiscaux !

## Rendez nous notre pouvoir d'achat ! :

Ce qui est bon pour les familles comme pour l'économie du pays c'est de donner du pouvoir d'achat à ceux qui en ont besoin. Et c'est ce que demandent en particulier les retraités qui ont subi des années de blocage de leur pension et maintenant leur désindexation du coût de la vie.

## Le 31 janvier dans toutes les villes de France :

Nous n'avons pas travaillé 40 ans et plus pour renoncer à vivre normalement, dignement. Les retraités exigent du président de la République et de ses députés qu'ils décident l'annulation de la hausse de la CSG, la revalorisation de leurs pensions de 1,7 % pour 2018, le retour à l'indexation sur les salaires, le maintien de la pension de réversion selon les modes de calcul actuels.

Le pouvoir d'achat des retraités est au cœur de leurs préoccupations et un thème absent du débat national. Le 31 janvier et après, nous allons le mettre et le marteler sur la table des discussions.

## Diviser pour poursuivre la même politique :

Dans sa lettre aux Français, Emmanuel Macron tente d'échapper aux revendications en les opposant les unes aux autres. C'était déjà la méthode utilisée pour justifier la hausse de la CSG auprès des retraités : donner du pouvoir d'achat aux actifs. Pire, les participants aux débats sont sommés de choisir eux-mêmes les revendications auxquelles ils doivent renoncer.

Vous voulez de meilleures conditions d'hospitalisation ? Dites-moi quels hôpitaux faut-il fermer. Maintenir une ligne de chemin de fer dans votre région ? Dites-moi où faut-il que j'en supprime. Moins d'impôts ? Dites moi quelles dépenses et donc quels services publics faut-il réduire, etc.

Emmanuel Macron nous invite à sa table de discussion mais il a pris soin de retirer du menu le plat principal qu'il a réservé aux « premiers de cordée ». Pas question de mettre à contribution les dividendes record des entre-

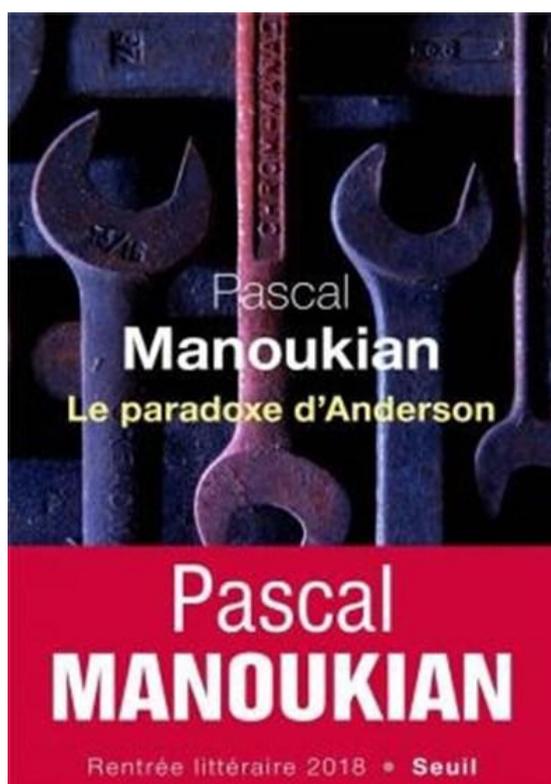
## LE PARADOXE D'ANDERSON DE PASCAL MANOUKIAN :

*Un roman à couper le souffle !*

Depuis quelques années, Pascal Manoukian construit une œuvre littéraire à la fois forte et nécessaire. Des livres qui parlent avant tout des hommes auxquels l'auteur s'efforce de redonner une image, une forme, une existence là où d'autres s'attachent à les oublier derrière des chiffres, des graphiques, des statistiques.

Avec *Le paradoxe d'Anderson*, son troisième roman, il s'attaque à un sujet encore plus proche de nous, un truc qui fait peur à tout le monde : la crise et son corollaire, le déclassement social.

Aline et Christophe sont tous deux ouvriers dans l'Oise, une région qui n'est pas épargnée par les fermetures, les délocalisations et donc les licenciements. Aline est chef d'équipe chez Wooly, une usine textile où il y a des trico-teuses. Elle y retrouve ses petits bonheurs, le travail bien fait d'abord et le travail tout court surtout, le café à la cantine, l'art du geste précis et maîtrisé, la complicité et la solidarité de classe et cette énergie qui, malgré la fatigue et les douleurs, court les ateliers.



Christophe travaille dans une manufacture de verre, Univerre, détenue par un fonds de pension américain où il vit dans la chaleur « devant les fours où il transforme le sable en verre ». Il aime ça.

Une famille très aisée vient d'emménager dans la maison en face de chez eux, vendue aux enchères... Un beau matin, la ligne que supervise Aline a disparu, déménagée dans la nuit par les dirigeants. Au même moment, Christophe apprend que le fonds de pension américain veut vendre tout le groupe Univerre. Un mouvement de grève est déclenché.

Tout s'effondre. Aline est licenciée, le revenu de Christophe suspendu pendant la grève. Il faut faire les comptes et "en deux colonnes, ils sont passés de la classe moyenne au surendettement, rejoignant les statistiques et les 9 millions de pauvres qu'ils regardaient avant, sans trop y prêter attention, traverser l'écran de leur salon (...)". Pour l'heure, le plus important est de préserver la tranquillité de Léa, leur fille aînée qui révise pour son Bac ES et celle de Mathis, le benjamin à la santé fragile. Rester positif, s'accrocher, faire en sorte que Léa obtienne le précieux sésame promesse d'une autre vie... Mais comment faire face à la violence d'une société régie par l'économie de marché et qui a oublié la solidarité ?

Bonne idée de mettre en parallèle les grandes théories de l'économie via les révisions de Léa (dont ce fameux paradoxe d'Anderson) et la réalité du terrain. C'est clair, net, implacable.

Mais c'est également désespérant d'assister aux ravages d'un rouleau compresseur qui détruit à l'aveugle. De constater le plus terrible : l'impuissance d'individus qui n'ont aucune maîtrise des processus, malgré leur courage, leur optimisme et toute leur bonne volonté. Ça prend aux tripes, ça donne envie de faire la révolution ou au moins de se poser la question du monde que nous voulons.

Encore une fois, Pascal Manoukian fait entendre la voix de ceux que l'on ignore avec l'empathie qui le caractérise. Il insuffle à ce roman un rythme qui contribue à la sidération, faisant défiler les mois tout en crescendo. Il nous montre un monde en équilibre précaire entre hier et demain et rend hommage à tous ceux qui, attachés aux valeurs humanistes, n'ont eu de cesse de lutter pour défendre les travailleurs (la belle figure de "Staline", le grand-père !, les militants de la CGT Cindy, Kilian, Yanis le tatoué...).

Pascal Manoukian surprend son lecteur et nous fait profiter de son regard et de sa capacité à nous faire ressentir la réalité des individus. Notre réalité.

Les dernières pages sont la terrible conclusion d'une lutte finale qu'Eugène Pottier n'imaginait pas ainsi en écrivant les paroles de « L'Internationale ».

Vous sortirez de ce roman le souffle coupé, avec l'envie de le faire lire à tous ceux que vous croiserez.

## Agenda

**5 février:** Appel à la grève générale et manifestations

**Du 4 au 8 février:** Formation niveau 2 (1ere partie) à l'U.L Douai

**Du 25 février au 1er mars:** Formation niveau 2 (1ere partie) à l'U.L d'Onnaing

**26 février:** C.E

**27 février:** T.G.I Valenciennes

**Du 4 au 8 mars:** Formation des formateurs à l'UL de Valenciennes

**19 mars:** C.E UL/UP

Faites connaitre vos dates à [coordination@cgt59.fr](mailto:coordination@cgt59.fr)



Retrouvez toutes les infos de l'UD en vidéo sur:

**Facebook :UD CGT NORD**

facebook



**YouTube: UDnews#59**

You Tube

**Comité de rédaction UD Nord:**

Valérie PRINGUEZ - Arnaud DAUSSY  
Alexandre ONG - David ROTOLO

[com@cgt59.fr](mailto:com@cgt59.fr)



**LE 27 FEVRIER 2019  
08h00 TGI VALENCIENNES  
SOLIDARITE AVEC LES MILITANTS DE LA CGT  
FABRICE, NICOLAS, ROLAND ET YOHAN**

**Le pouvoir  
d'agir  
ensemble sur  
l'essentiel.**



**La Macif est une entreprise de l'économie sociale.**

Sans actionnaires à rémunérer, la Macif réinvestit ses profits au bénéfice de ses 5 millions de sociétaires et dans l'intérêt commun.

Ainsi, les sociétaires ont le pouvoir d'agir ensemble pour une économie plus sociale et plus solidaire.

**Plus d'informations sur [macif.fr](http://macif.fr)**



**Essentiel pour moi**

MACIF - MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le Code des assurances. Siège social : 2 et 4, rue de Pied-de-Pond 79000 Niort.